

## **DROIT A LA VILLE, DROIT A LA TERRE (11 décembre 2018, Axe 2 LAVUE)**

### **Résumés**

**Land grab in Grater Khartoum: reflections on inequality in urban Sudan** (*Munzoul ASSAL, Professor in Anthropology, Department of Sociology and Social Anthropology, University of Khartoum*)

Sudan is one of the fast urbanizing countries and urbanization brings with it inequality. This inequality is manifest in how urban land is allocated: the pattern since independence is to push poor people to the peripheries of cities, especially in major and primate cities like Khartoum. The genesis of inequality lies in the classification regime of urban land and such classification reflects the socioeconomic status of an area's inhabitants. Urban planning policies and models end up disenfranchising the poor and render them more vulnerable especially that the poor in the city are mainly made up of internally displaced persons or migrants from the countryside. Taking the example of Khartoum, the national capital of Sudan, this presentation will describe and analyze urban inequality with reference to how land is allocated, planning regimes and access, ethnicity issues which interfere with land claims also in urban contexts.

**Lutter en ville : sur deux mouvements urbains de contestation au Soudan** (*Clément DESHAYES, Doctorant en Anthropologie, Université Paris 8 Saint Denis, LAVUE, CEDEJ Khartoum*)

Khartoum, la capitale du Soudan, a été le théâtre depuis une dizaine d'année d'un regain de conflictualité urbaine avec l'émergence de nouveaux mouvements de contestation. Ces mouvements ont partiellement repolitisé et se sont réapproprié un espace urbain fortement contraint par les pratiques autoritaires du régime en déployant une action de rue créative et protéiforme. Pourtant, les trajectoires de ces militants et les pratiques qu'ils déploient dans l'espace urbain concourent paradoxalement à produire des formes de segmentation urbaine et de cloisonnement de l'espace social de la contestation.

**L'environnement contre le droit à la ville ? Politiques de la catastrophe dans les quartiers de la banlieue de Dakar** (*Romain LECLERCQ, Doctorant en Sociologie, Université Paris 8 Saint-Denis, LAVUE*)

Depuis la fin des années 1980, les quartiers de la banlieue de Dakar, la capitale sénégalaise, subissent des inondations récurrentes durant la saison des pluies. Véritable actrice de ces territoires, l'inondation contribue à leur donner formes et significations, à déplacer des habitants ou à les priver de sources de revenus, mais produit aussi des opportunités de transformation des zones urbaines, voire d'acquisition de terrains par divers acteurs par le biais de son intégration aux politiques urbaines visant à la résorber. Constitué en champ de bataille d'une action publique fragmentée, l'environnement « naturel » ou « urbain » fait dès lors l'objet de différentes formes de politisation articulant droit à la ville, droit à la terre, et droit des eaux sur les hommes et femmes habitant ce territoire. Cette communication vise à rendre compte de certaines de ces articulations et tensions dans la constitution de l'inondation comme objet d'action publique.

**Stratégies de résistance des artistes dakarois : droit à la vie, droit à la ville face à la mondialisation** (*Guillaume GUGLIELMI, Doctorant en Anthropologie, Université Paris 8 Saint-Denis, LAVUE*)

Espace refuge du capitalisme international, le Sénégal est un pays stable. La métropole de Dakar, sa capitale, accueille les plus grandes firmes internationales et, comme ville globalisée, subit les effets pervers du capitalisme. Cela pose la question des droits qu'elle « accorde » aux citoyens dakarois dans ce contexte de globalisation des grandes villes, conditionné par un capitalisme néo-libéral. La communication se focalise sur le cas des artistes dakarois qui ont choisi de développer une pensée critique de l'urbain, d'utiliser l'espace de la ville comme lieu de réalisation de leur conscience politique et sociale et de faire primer l'urbain comme valeur d'usage et non comme valeur d'échange. Ils tentent par-là de problématiser cet espace urbain et de créer des stratégies de résistance pacifique pour lutter et remédier à des situations qui nécessitent un appel massif à la réaction des citoyens.